



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MIDI PYRENEES GRANULATS (ex CSO)

23 Avenue de Larrieu
31100 Toulouse

Références : SV / S-2025-0368
Code AIOT : 0006801895

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement MIDI PYRENEES GRANULATS (ex CSO) implanté LIEU DIT LE RAMIE 82250 LAGUEPIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle qui fixe à ce type d'établissement une fréquence de contrôle annuelle et dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er juillet 2021 (article 1).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MIDI PYRENEES GRANULATS (ex CSO)
- LIEU DIT LE RAMIE 82250 LAGUEPIE

- Code AIOT : 0006801895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2008. L'autorisation est valable jusqu'au 10 janvier 2038. La superficie totale est d'environ 15 ha. La production moyenne annuelle n'excède pas 40 000 tonnes. Pour des chantiers spécifiques à durée limitée, le rythme de production peut être équivalent à une production annuelle de 60 000 tonnes.

L'exploitation de roches amphiboles se déroule à ciel ouvert. Les matériaux extraits sont destinés à être utilisés après transformation (criblage, concassage) dans divers chantiers de travaux routiers.

Depuis 2022, l'exploitant a remplacé les installations tertiaires par une nouvelle installation (groupe mobile fixe) et a amélioré le système d'abattage des poussières équipant cette installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de Gestion des Déchets (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Prévention des pollutions – dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 17	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Bords des excavations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3.II	/	Demande d'action corrective	3 mois
11	Dispositions de sécurité - Réserve d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registres et plans des carrière à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15	Susceptible de suites	Sans objet
4	Plan de surveillance des retombés de poussières – obligation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Susceptible de suites	Sans objet
5	Prévention des émissions de poussières – voies de circulation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	Susceptible de suites	Sans objet
6	Prélèvements d'eau utilisées	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Aire de ravitaillement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 I.	/	Sans objet
9	Capacité de Rétention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite à mis en évidence que l'exploitant n'a toujours pas installé de dispositif efficient pour que les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de boue sur les voies publiques, malgré l'arrêté de mise en demeure pris à son encontre en date du 1er juillet 2021.

Par ailleurs, cette visite à permis de constater l'absence d'une réserve incendie d'au moins 120 m³ conformément à la réglementation et ce malgré ce que l'exploitant a précisé dans son porter à connaissance en cours d'instruction.

Enfin, l'exploitant doit se positionner vis-à-vis des recommandations issues du diagnostic géotechnique des fronts situés à moins de 10 mètres des limites ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans des carrière à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans des carrière à ciel ouvert
Point de contrôle déjà contrôlé :

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan d'exploitation réalisé par GeoFALCO en date du 12 novembre 2024. L'inspection constate que le plan fait apparaître les informations réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan de Gestion des Déchets (PGD)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion des Déchets (PGD)</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils

<p>sont soumis ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>NOTA :</p> <p>Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 24 avril 2017 pour les installations autorisées antérieurement à la date de publication dudit arrêté, ces dispositions entrent en vigueur au 1er juillet 2018.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le plan de gestion des déchets de l'industrie extractive a fait l'objet d'une mise à jour récente.</p> <p>L'inspection indique avoir reçu uniquement une version projet en date du 4 octobre 2022 et n'a pas été destinataire de la version définitive.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission de la version actuelle de son plan de gestion des déchets de l'industrie extractive.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Prévention des pollutions – dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions – dispositions générales</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le site n'est toujours pas équipé de dispositif permettant d'empêcher le dépôt de boue sur les voies de circulation publique, alors que le site devrait disposer d'un tel dispositif depuis le 10 janvier 2011.</p> <p>L'exploitant présente le devis n°37480 de la société SERVI LOIRE Industrie du 26 mai 2025 pour l'installation d'un laveur de roues mobile à jet d'eau.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier un échéancier pour la mise en œuvre effective du laveur de roues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre d'ici le 31 décembre 2025, le justificatif d'achat du laveur de roues et préciser la date prévisionnelle pour sa mise en service.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Plan de surveillance des retombés de poussières – obligation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombés de poussières – obligation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>19.5. - Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations</p>

de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

Constats :

L'exploitant présente le bilan annuel 2024 des retombées de poussières dans l'environnement (Rapport n° SE3763 de février 2025 établi par SOE Ingénierie Conseil).

L'exploitant a fait réaliser 4 campagnes de mesures (du 14 mars au 15 avril 2024, du 14 juin au 15 juillet 2024, du 12 septembre au 14 octobre 2024 et du 21 novembre au 19 décembre 2024).

L'inspection constate que l'ensemble des mesures pour les jauges de type "B" respecte l'objectif minimal autorisée de 500 mg/j/m².

À noter, des valeurs importantes sur les deux premières campagnes de mesure et pour la dernière, une calcination des poussières pour éliminer une origine organique.

Par ailleurs, l'inspection constate une réelle amélioration du système d'abattement des poussières au niveau des installations ; l'exploitant indique avoir réalisé une optimisation des dispositifs mis en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des émissions de poussières – voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières – voies de circulation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;

- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;

- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;

- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;

- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les véhicules transportant des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation, sont soit sont bâchés, soit humidifiés par le portique d'arrosage dédié.</p> <p>Concernant le risque de dépôt de boue sur les voies publiques, se rapporter au point de contrôle n°3 (article 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prélèvements d'eau utilisées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Quantité prélevée</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>L'exploitant tient à jour, quelle que soit la période ou le seuil, à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° la liste des milieux de prélèvement des différentes sources d'eaux, des milieux de rejet des effluents aqueux, des quantités d'eau prélevées, rejetées et consommées, en différenciant chaque milieu de prélèvement et de rejet, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces informations sont renseignées journalièrement si le débit total prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Des synthèses mensuelles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les quantités prélevées ou consommées, les volumes économisés correspondants, chaque année, sur les cinq dernières années et les justificatifs associés.</p> <p>L'exploitant dispose d'un délai mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté pour établir les éléments mentionnés ci-dessus.</p> <p>Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Ressource(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompagnement, eau souterraine)</p> <p>Nom de la masse d'eau Code SDAGE masse d'eau Prélèvement annuel (m³) Débit de prélèvement maximal journalier (m3/jour)</p> <p>Niveau de gestion sécheresse</p>

<p>Normal Vigilance Alerte Alerte renforcée Crise</p> <p>Cours d'eau L'Aveyron Sandre 0560</p> <p>15 000 m³/an 66 m³/j 66 m³/j 45 m³/j 37 m³/j Idem débit alerte renforcée excepté décision préfectorale fixant un débit moindre pouvant aller à l'arrêt total des prélèvements</p> <p>Réseau AEP</p> <p>700 m³/an 3 m³/j 3 m³/j 3 m³/j 3 m³/j Idem débit alerte renforcée excepté décision préfectorale fixant un débit moindre pouvant aller à l'arrêt total des prélèvements</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'existe qu'un seul point de prélèvement dans l'Aveyron et que son accès a fait l'objet de travaux pour le sécuriser.</p> <p>Il indique avoir installé des compteurs lui permettant de connaître précisément la consommation en fonction des utilisations, ainsi que deux nouveaux compteurs au niveau de l'approvisionnement en eau de la station de lavage des matériaux.</p> <p>L'exploitant présente son tableau de suivi. Les volumes prélevés respectent les valeurs autorisées.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant transmet le bilan hebdomadaire conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire selon le niveau de gestion sécheresse de l'Aveyron.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Bords des excavations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, distance d'éloignement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un audit interne de stabilité a été réalisé le 17 juin 2025.</p> <p>Par ailleurs par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant avait transmis une étude géotechnique G5 réalisée par la société Fondasol (Diagnostic de stabilité de front de taille) rapport n° PR.GSDR.24.005 - 001 - indice B du 29 novembre 2024.</p> <p>Le bureau d'étude, au regard des observations conduites in situ, recommande :</p> <p>- pour le front sommital (zones A à D) :</p> <ul style="list-style-type: none"> la conservation du merlon actuel bordant la piste / banquette, la conservation de la banquette,

- la réalisation de purges des chandelles et masses installées au droit de la zone A,
- la purge du cône d'éboulis en pied de talus rocheux en zone C,
- le terrassement des altérites à 3H/2V afin de garantir la stabilité à long terme du talus rocheux, sous réserve d'une possibilité d'extension de la carrière. En cas de non extension de l'exploitation, cette préconisation sera substituée par la réalisation d'un suivi pluriannuel interne, avec consignation des éventuels événements et désordres au sein d'un registre dédié,
- l'interdiction du stationnement d'engin en pied de talus (la circulation demeure en revanche possible),

- pour le talus en zone E :

- la réalisation d'un suivi géotechnique annuel de type « diagnostic géotechnique G5 à dire d'expert » en raison de sa proximité avec le chemin, et de la présence de plans de glissements défavorables 90°/50° en tête de talus,
- la conservation de la banquette : cette disposition nécessite la purge des cônes de matériaux déjà présents au droit de la banquette, et ne lui permettant plus d'assurer sa fonction de piège à cailloux sur une partie de son linéaire,
- la réalisation, si possible avec les moyens disponibles in situ et dans des conditions de sécurité satisfaisantes, d'un merlon à environ 5 m du pied du front. Il sera nécessaire d'assurer l'entretien, de vérifier l'efficacité du merlon et des dispositifs de protection mis en œuvre. Cette disposition, en cas d'impossibilité de réalisation, pourra mener à la réalisation de purges ponctuelles et un contrôle ponctuel du comportement des masses instables sus-jacentes (filets plaqués, ancrages, etc.),
- la pose d'un panneautage (interdiction / infraction) indiquant le danger d'éboulements rocheux.

L'exploitant précise avoir sollicité un devis pour la mise en place du suivi annuel à dire d'expert, pas de retour depuis plus de 2 mois.

Il est présenté à l'inspection les différents courriels de relance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se positionner par rapport aux recommandations du bureau d'étude Fondasol avec un échéancier de réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Aire de ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 I.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelle

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Constats :

<p>L'exploitant présente le plan des pentes de l'aire de ravitaillement, en pointe de diamant, et précise la mise en place de bordures métalliques en périphérie (3 cotés) permettant de diriger tout écoulement important vers la rétention de la cuve GNR située en contre-bas.</p> <p>L'inspection a pu apprécier lors de la visite de terrain l'effectivité des travaux réalisés sur cette aire pour répondre aux exigences réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Capacité de Rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la mise en place de bac de rétention dans le bungalow qui en était démunie lors de la précédente visite d'inspection de novembre 2024.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de toujours s'assurer que les volumes de rétention soient en adéquation avec les règles de dimensionnement calculés avec le volume maximum des produits entreposés et de s'assurer de la compatibilité des différents produits entreposés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Eaux rejetées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques du point de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il existe 3 points de rejet vers le milieu naturel dont deux situés en sortie du dispositif de traitement des effluents de l'aire de ravitaillement et de l'aire de lavage.</p> <p>Le troisième point de rejet est dirigé directement vers l'Aveyron mais l'exploitant précise</p>

qu'aucun écoulement ne peut avoir lieu car ces eaux sont dirigées actuellement vers le bassin situé en fond de carreau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que le troisième point de rejet soit aménagé pour qu'un prélèvement puisse être effectué en toute sécurité, en cas d'écoulement vers le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dispositions de sécurité - Réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; • d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m ³ /h. <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p>
Constats : L'inspection constate que le site ne dispose pas d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures. Dans son dossier de porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation en cours d'instruction, l'exploitant avait indiqué : "Un bassin de récupération des eaux pluviales a été créé, il sera utilisé pour le volume incendie, et il sera étudié la possibilité d'utiliser les eaux pour les besoins du process et du site." (page 88/188).

<p>Or le jour de la visite ce bassin était à sec.</p> <p>Par conséquent l'exploitant ne dispose pas d'une réserve incendie d'un volume minimal de 120 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction, accessible en toutes circonstances et situé à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h minimum.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>